

à Dacca avec la ligue Awami, dans l'espoir d'en arriver à un compromis entre l'engagement qu'il avait pris de maintenir l'intégrité du Pakistan et les revendications bengali en faveur d'une plus grande autonomie provinciale. M. Bhutto s'est également rendu à Dacca et a joué un rôle primordial au cours des pourparlers.

Tandis qu'à Dacca le président Yahya Khan et MM. Mujibur Rahman et Bhutto discutaient longuement, une administration parallèle se constituait au Pakistan oriental sous la direction de la ligue Awami; l'avenir de la nation ne se jouait plus dans la salle de conférences mais dans les rues. Les leaders politiques ne purent s'entendre et, le 25 mars, le président Yahya Khan rentra au Pakistan occidental après avoir ordonné à l'armée nouvellement renforcée de «rétablir la loi et l'ordre».

Le fait qu'il ait été impossible à ces trois personnes d'en arriver à un accord sur les principes fondamentaux d'une nouvelle constitution a donné lieu à une guerre civile dont les répercussions se sont fait sentir bien au delà du Bengale oriental. La campagne de terreur et de répression qui suivit a conduit à l'un des plus grands déplacements de population de toute l'histoire de l'humanité, à une guerre entre l'Inde et le Pakistan et à une modification radicale de la structure du pouvoir en Asie du Sud.

L'un des plus grands déplacements de population de toute l'histoire de l'humanité

Les victimes

Parce qu'il n'existait pas de mission diplomatique canadienne à Dacca, qu'une censure sévère s'exerçait sur la presse et que tous les correspondants étrangers avaient été expulsés du Bengale oriental, les renseignements qui parvenaient au Canada au début de la guerre civile étaient, la plupart du temps, à l'époque, soit vagues, soit grossièrement exagérés. Tout indique maintenant, cependant, que la ligue Awami n'était absolument pas préparée à soutenir l'attaque de l'armée, et que la résistance bengali était désorganisée et mal équipée. Il s'avéra que parmi la population civile il y eut de nombreuses victimes, en particulier parmi les étudiants et ceux qui étaient associés au mouvement nationaliste, et que la population hindoue avait été la principale cible de la répression. Selon toute vraisemblance, le nombre des pertes ne pourra jamais être établi.

Les tactiques intimidatrices de l'armée, — dictées, a-t-on dit, par le fait que les troupes ne comptaient que quelque 80,000 à 90,000 hommes dans un pays de 75 millions d'habitants —, ont contraint des millions de Bengalis de l'Est à cher-

cher refuge dans les Etats voisins de l'Inde. Bien que la première vague de réfugiés se soit surtout composée de Musulmans, ceux-ci ont bientôt été rejoints par un nombre croissant d'Hindous dans une proportion estimée par la suite à plus de 80 pour cent. Des membres de la ligue Awami qui avaient échappé aux arrestations et à l'exécution accompagnaient les réfugiés. Avec la collaboration des autorités indiennes, ils ont établi un gouvernement en exil à Calcutta et proclamé le 17 avril la République populaire du Bangladesh. On rapporte, en outre, que de nombreux miliciens, fusiliers et policiers du Pakistan oriental se sont ouvertement insurgés contre le gouvernement pakistanaï et se sont ralliés à la ligue Awami; ils ont éventuellement constitué le noyau de la guérilla bengali, les Moukti-Bahinis.

Au début de la mousson, en mai, l'armée pakistanaïse semblait contrôler les principaux centres de population et les lignes de communication les plus importantes. Elle n'en était pas moins harcelée par les guérillas bengali. A plusieurs égards, elle se conduisait comme une armée d'occupation, et le flot des réfugiés grossissait sans cesse. En juin, les autorités indiennes estimaient que leur nombre atteignait près de six millions de personnes.

La situation des réfugiés

C'est surtout le sort des réfugiés bengalis qui retint l'attention mondiale sur les événements qui se déroulaient au Pakistan oriental. Non seulement ces masses qui affluaient en Inde grevaient-elles sérieusement les ressources limitées de ce pays, mais elles menaçaient sa stabilité politique et sa structure communale et, de ce fait, contenaient en germe un conflit militaire éventuel. Les efforts tentés par la communauté internationale, y compris les Nations Unies, afin de résoudre ce conflit ont été considérablement ralentis par la réticence de la plupart des pays à s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays étranger. Ces efforts sont, par la suite, devenus impossibles à cause de l'attitude capricieuse des premiers intéressés et de ceux qui les appuyaient, ces derniers ayant chacun quelque intérêt à servir dans l'affaire. On a néanmoins reconnu dès le début qu'en dépit des efforts extraordinaires du gouvernement indien, il ne revenait pas à ce dernier uniquement d'assurer soins et subsistance aux réfugiés et qu'il s'agissait là véritablement d'une responsabilité internationale.

Effaré par la situation tragique des réfugiés, le Canada a été l'un des pre-